

*Exorbitant Privilege. The Rise and Fall of the Dollar and the Future of the International Monetary System*, Barry EICHENGREEN, 2011, New York, Oxford University Press, 226 p.

Michel Lelart

Volume 44, numéro 4, décembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024656ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024656ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lelart, M. (2013). Compte rendu de [*Exorbitant Privilege. The Rise and Fall of the Dollar and the Future of the International Monetary System*, Barry EICHENGREEN, 2011, New York, Oxford University Press, 226 p.] *Études internationales*, 44(4), 643–644. <https://doi.org/10.7202/1024656ar>

Canada cosmopolite devra faire l'objet d'un autre ouvrage.

*Frédéric Guillaume DUFOUR  
Département de sociologie  
Université du Québec à Montréal*

## ÉCONOMIE INTERNATIONALE

### **Exorbitant Privilege. The Rise and Fall of the Dollar and the Future of the International Monetary System**

*Barry EICHENGREEN, 2011, New York, Oxford University Press, 226 p.*

Le sous-titre de cet ouvrage n'apporte rien aux initiés. Le privilège exorbitant – qu'il n'a pas été nécessaire de traduire dans la traduction française – est le privilège lié à l'émission de la monnaie internationale. C'est Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances sous la présidence du général de Gaulle, qui l'a qualifié ainsi en parlant du dollar qui était devenu, dans les années 1960, « la » monnaie internationale. Il l'était d'une façon incontestable, tant la supériorité de l'économie américaine – et de sa monnaie – était évidente. Mais cette situation qui conférait un avantage aux États-Unis (le fameux déficit sans pleurs de Jacques Rueff) était dénoncée par bien des pays, notamment européens, et en particulier par la France.

Dans son introduction, Barry Eichengreen, professeur à l'Université de Berkeley, énonce les avantages que son pays retire de cette situation et admet que cette dissymétrie a des inconvénients pour les autres pays, qui ne peuvent utiliser leur propre monnaie dans leurs transactions entre eux. Mais l'auteur relativise cet avantage

et critique un certain nombre d'arguments, sans emporter toutefois notre conviction. Par exemple, ce serait la puissance de l'économie américaine qui conférerait ce statut au dollar... mais il y a bien d'autres raisons, notamment politiques. Qu'aurait été le dollar depuis soixante ans sans les accords de Bretton Woods à la fin de la guerre ? De plus la relation peut être inverse : un tel statut ne peut-il renforcer les performances d'une économie ? De même, Eichengreen conteste que le pays déjà dominant dispose d'un avantage écrasant sur les autres prétendants au statut de monnaie de réserve. Mais pourquoi est-il si difficile d'imaginer, comme il le dit souvent, qu'une autre monnaie remplace le dollar ?

Ces interrogations sur le rôle international du dollar – et de toute monnaie en général – s'appuient sur de longues et intéressantes références à l'histoire. C'est la fin de la zone sterling et la rivalité entre les deux monnaies entre les deux guerres, ce sont les accords de Bretton Woods et l'opposition entre le Royaume-Uni et les États-Unis en 1944-1947 ; c'est la crise de Suez en 1956 et ses conséquences monétaires insoupçonnées ; ce sont les différentes étapes de la construction européenne, jusqu'au remplacement d'un certain nombre de monnaies par l'euro ; c'est enfin la crise financière internationale ouverte en 2007, qui a éclairé d'un jour nouveau le rôle particulier de la monnaie américaine. Ces développements sont parfois un peu techniques (le serpent monétaire européen, les produits dérivés...), mais ils mettent en pleine lumière l'importance des décisions politiques comme des rivalités nationales qui le plus souvent les ont précédées.

L'ouvrage est aussi intéressant par son aspect prospectif. Eichengreen s'interroge sur l'avenir du dollar en tant que monnaie internationale. Il ne pense pas que sa fin soit programmée, mais il analyse les changements qui pourraient survenir et constituer autant de réformes du système monétaire international. L'auteur rejette l'idée de remplacer le dollar par le DTS (les droits de tirage spéciaux) et de faire du Fonds monétaire international une véritable banque centrale gérant la monnaie internationale. Il a raison, mais quel dommage d'avoir raté cette occasion quand le DTS a été inventé en 1969 ! L'auteur trouve plus plausible que d'autres monnaies, peu à peu, montent en puissance et partagent avec le dollar la responsabilité d'émettre la monnaie internationale à partir de la leur. Chacun l'a compris : il s'agit d'abord du yuan... quand la Chine aura levé un bon nombre de restrictions et rendu sa monnaie pleinement convertible. Il s'agit aussi de l'euro... lorsque l'Union européenne aura progressé vers plus d'intégration... Et pourquoi pas, à plus long terme, la roupie indienne ou le réal brésilien ? Nous pouvons ajouter le rouble, qui pourrait devenir, d'abord, une monnaie régionale.

Ces projections sont intéressantes. L'auteur a raison d'affirmer que l'influence d'un pays – et celle de sa monnaie – tient à la santé fondamentale de son économie, qui dépend beaucoup désormais de sa santé budgétaire. Dès lors, un système à plusieurs monnaies serait-il plus facile à gérer ? Il supposerait naturellement une coordination des politiques menées par les grands pays concernés... laquelle ne va pas de soi. On le voit maintenant avec

le dollar et l'euro. Et cela constituerait pour les États-Unis un changement tellement radical de leur politique à l'égard du reste du monde ! De plus, si les pays devaient s'entendre pour harmoniser leurs politiques, pourquoi ne pourraient-ils pas s'entendre pour imaginer une nouvelle monnaie qui ne serait utilisée qu'entre les pays et qui autoriserait à parler enfin d'un système monétaire international digne de ce nom ?

Michel LELART  
 CNRS, Laboratoire d'économie d'Orléans  
 France

**European Dual-Use  
 Trade Controls.  
 Beyond Materiality and Borders**

*Odette JANKOWITSCH-PREVOR  
 et Michel QUENTIN (dir.), 2013,  
 Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 155 p.*

Issu de la troisième conférence annuelle du « Groupe de Chaudfontaine » qui réunit depuis 2010 des chercheurs de différents centres de recherche européens et de jeunes praticiens venant de diverses institutions de l'Union européenne (UE), de ses États membres (ÉM) et de l'industrie nucléaire, cet ouvrage collectif s'intéresse à deux enjeux du commerce européen de produits à double usage : les transferts technologiques intangibles (TTI) et l'application extraterritoriale de certaines lois liées au contrôle de ce commerce. Avec, en filigrane, une interrogation praxéologique : les instruments existant au niveau de l'UE sont-ils suffisants ou convient-il de les compléter, et comment ?

Après avoir mis en relief les enjeux induits par les évolutions